

COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2012 — 1673

[2012/201504]

Extrait de l'arrêt n° 27/2012 du 1^{er} mars 2012

Numéro du rôle : 5139

En cause : le recours en annulation de l'article 3 du décret de la Région wallonne du 6 octobre 2010 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la gouvernance au niveau local, introduit par Philippe Mettens.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents R. Henneuse et M. Bossuyt, et des juges E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul et F. Daoût, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président R. Henneuse,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 26 avril 2011 et parvenue au greffe le 27 avril 2011, Philippe Mettens, demeurant à 7880 Flobecq, Motte 33, a introduit un recours en annulation de l'article 3 du décret de la Région wallonne du 6 octobre 2010 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la gouvernance au niveau local (publié au *Moniteur belge* du 26 octobre 2010, deuxième édition).

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant à la disposition attaquée

B.1.1. Le recours est dirigé contre l'article L1125-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, tel qu'il a été complété par l'article 3 du décret du 6 octobre 2010, qui dispose que ne peuvent être membres du collège communal :

« [...] »

4° les fonctionnaires généraux soumis au régime du mandat au sein des services du Gouvernement fédéral, du Gouvernement d'une Région ou d'une Communauté, et des organismes d'intérêt public qui en dépendent;

5° les titulaires d'une fonction au sein d'un organisme d'intérêt public et qui consiste à en assumer la direction générale ».

B.1.2. Selon l'article L1123-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, font partie du collège communal le bourgmestre, les échevins et le président du conseil de l'action sociale si la législation qui lui est applicable prévoit sa présence au sein du collège communal.

Selon l'article L1123-4, est élu de plein droit bourgmestre, le conseiller communal qui a obtenu le plus de voix de préférence sur la liste qui a obtenu le plus de voix parmi les groupes politiques qui sont parties au pacte de majorité.

B.2. L'objectif du décret de la Région wallonne du 6 octobre 2010 « modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la gouvernance au niveau local » est ainsi décrit dans ses travaux préparatoires :

« [...] le décret vise non seulement à retisser le lien de confiance avec le citoyen-mandant mais aussi à rendre aux mandataires la capacité, notamment temporelle, de s'investir pleinement dans les missions qui leur sont confiées. Au-delà d'un soutien, essentiel, apporté à l'éthique, c'est un renforcement de l'efficacité et de l'efficience de l'action publique qui se trouve donc clairement visé ici » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2009-2010, n° 216-1, p. 2).

Quant à l'intérêt de la partie requérante

B.3.1. La partie requérante, qui est bourgmestre de Flobecq, a posé sa candidature pour le mandat de directeur général de la Direction générale opérationnelle de l'Economie, de l'Emploi et de la Recherche en Région wallonne. Sa candidature n'a pas été retenue mais l'emploi est toujours vacant. Il est aussi président du comité de direction du Service public fédéral de programmation de la Politique scientifique (SPP Politique scientifique). Il estime que, comme la notion de « fonctionnaires généraux » a disparu de la réglementation fédérale, la disposition attaquée ne s'appliquerait pas à sa situation actuelle.

B.3.2. Selon les travaux préparatoires du décret attaqué, le terme de « fonctionnaires généraux » utilisé doit être interprété en son sens commun, à savoir les fonctionnaires qui exercent des responsabilités au niveau supérieur d'une administration confiées par mandat (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2009-2010, n^{os} 216-3 et 217-3, p. 9, et CRIC, n° 173, p. 28).

B.3.3. La partie requérante justifie de l'intérêt requis en ce que la disposition attaquée rend incompatible avec son mandat de bourgmestre d'une commune wallonne tant un mandat de directeur général au sein de la Région wallonne que le maintien de l'exercice de son mandat comme président du comité de direction du SPP Politique scientifique, fonction décernée par mandat.

B.4. Le recours est recevable.

*Quant au fond**En ce qui concerne le premier moyen*

B.5. Dans son premier moyen, la partie requérante allègue une violation des articles 8, 10 et 11 de la Constitution, lus ou non en combinaison avec l'article 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, au motif que la disposition attaquée instaure une incompatibilité générale entre l'exercice du mandat de bourgmestre d'une commune wallonne et la qualité de fonctionnaire général soumis au régime du mandat au sein de toutes les administrations publiques fédérales, régionales ou communautaires et au sein des organismes d'intérêt public qui dépendent de ces administrations. Il serait ainsi porté atteinte, de manière disproportionnée, à son droit fondamental d'éligibilité.

B.6. En adoptant la disposition attaquée, le législateur décrétal a entendu, à la fois, apporter un soutien essentiel à l'éthique et renforcer l'efficacité et l'efficience dans l'action publique :

« En effet, il convient de rendre aux mandataires la capacité de s'investir pleinement dans les missions qui leur sont confiées et ce, dans un climat de confiance retrouvée entre ces derniers et le citoyen » (*ibid.*, nos 216-3 et 217-3, p. 3).

B.7. Contrairement à ce que soutient la partie requérante, la disposition attaquée n'insère pas dans le Code de la démocratie locale une nouvelle cause d'inéligibilité : elle ne porte en rien atteinte à son droit de se porter candidat comme conseiller communal, à son droit d'être élu et même, le cas échéant, d'être élu bourgmestre selon le mécanisme établi par l'article L1123-4 de ce Code. La disposition attaquée n'empêche pas davantage les électeurs d'une commune wallonne de porter leur choix sur un candidat au conseil communal.

La disposition attaquée instaure une incompatibilité entre l'exercice d'une fonction au sein du collège communal et l'exercice d'une fonction de direction attribuée par un mandat, non électif, au sein d'une administration publique fédérale, régionale ou communautaire ou d'un organisme public qui en dépend. Elle restreint uniquement le droit d'exercer simultanément ces deux fonctions, laissant à la personne concernée le droit de choisir laquelle il exercera.

B.8. Le premier moyen, qui repose sur une lecture erronée de la disposition attaquée, n'est pas fondé.

En ce qui concerne le deuxième moyen

B.9. Un deuxième moyen est pris de la violation des articles 8, 10 et 11 de la Constitution, lus ou non en combinaison avec l'article 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

La Cour est invitée, dans une première branche, à examiner la différence de traitement résultant du caractère général de l'incompatibilité critiquée, en ce qu'elle s'applique indistinctement à toutes les communes wallonnes sans considération de leur taille.

La Cour est invitée, dans une deuxième branche, à examiner la différence de traitement qui résulte de la disposition attaquée en ce qu'elle vise uniquement les fonctions exercées dans le secteur public, à l'exclusion du secteur privé.

Dans une troisième branche, la partie requérante soutient que le critère de distinction, c'est-à-dire le mode d'attribution des emplois (à savoir le mandat), n'est pas un critère pertinent au regard de l'objectif poursuivi.

Enfin, dans une quatrième branche, la partie requérante soutient que la notion « d'emploi soumis au régime de mandat » n'est pas uniforme dans toutes les administrations publiques concernées (il en est ainsi, notamment, pour le régime des mandats en Région wallonne et en Région de Bruxelles-Capitale), de sorte que des situations identiques pourraient être traitées différemment par la disposition attaquée.

B.10. En adoptant la disposition attaquée, le législateur décrétal a entendu franchir « une étape supplémentaire dans l'intégration des principes de gouvernance qui s'imposent comme autant d'exigences fortes de notre temps » (*ibid.*, n° 216-1, p. 2, et nos 216-3 et 217-3, p. 3), laquelle, comme il a été rappelé en B.6, implique un renforcement de l'éthique et un renforcement de l'efficacité et de l'efficience dans l'action publique.

B.11.1. Quand un législateur décrétal instaure des incompatibilités qui empêchent l'exercice simultané de plusieurs fonctions publiques dans le double objectif rappelé ci-dessus, la seule constatation que des incompatibilités identiques ne limitent pas de la même manière l'exercice par d'autres personnes des mêmes fonctions ou de fonctions semblables, le cas échéant, dans d'autres institutions, ne suffit pas à justifier l'annulation de la mesure.

Par ailleurs, le principe d'égalité et de non-discrimination n'empêche pas que le législateur établisse des incompatibilités par une mesure générale applicable à toute institution comparable et ce, en raison de la généralité des objectifs qu'il entend poursuivre.

B.11.2. En l'espèce, le législateur décrétal a estimé devoir rétablir le lien de confiance entre le citoyen-mandant et le mandataire élu mais aussi rendre aux mandataires « la capacité, notamment temporelle, de s'investir pleinement dans les missions qui leur sont confiées » (*ibid.*, n° 216-1, p. 2).

B.12. Le législateur décrétal peut raisonnablement estimer que toute commune, quelle que soit l'importance de sa population ou la taille de son territoire, soit gouvernée par un collège communal dont les membres sont indépendants et disponibles pour exercer les missions qui leur sont confiées par les électeurs. Les exigences d'éthique, d'efficacité et d'efficience dans l'action publique peuvent être considérées par le législateur décrétal comme devant être appliquées de la même manière à l'ensemble des communes relevant de sa compétence.

Le moyen en sa première branche n'est pas fondé.

B.13. Le législateur décrétal a pu raisonnablement limiter l'instauration d'incompatibilités à des fonctions exercées dans le secteur public, dès lors qu'il souhaitait seulement lever « toute ambiguïté dans plusieurs domaines essentiels de l'action publique » (*ibid.*). Il appartient au législateur décrétal d'apprécier s'il convient d'empêcher une personne occupant un mandat public d'assumer simultanément certaines fonctions dans le secteur privé. La seule constatation qu'une telle incompatibilité n'existe pas à ce jour ne suffit pas à établir le caractère discriminatoire de la mesure attaquée.

Le deuxième moyen en sa deuxième branche n'est pas fondé.

B.14. Le critère du mandat retenu par le législateur décrétal est pertinent et adéquat pour opérer une distinction entre les fonctions publiques qu'il juge incompatibles avec l'exercice d'un mandat public local.

Sans qu'il soit nécessaire d'examiner s'il existe des nuances entre le système de mandats organisé par les autorités fédérale, communautaires et régionales, il convient de constater que le temps requis par l'exercice de pareils mandats est une réalité dont le législateur décrétal a pu raisonnablement tenir compte pour établir les incompatibilités critiquées.

Le deuxième moyen en ses troisième et quatrième branches n'est pas fondé.

B.15. Le deuxième moyen n'est pas fondé.

En ce qui concerne le troisième moyen

B.16. Le troisième moyen est pris de la violation des règles répartitrices de compétence, des articles 33, 107 et 162 de la Constitution et des articles 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1^o et 4^o, et 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Dans une première branche, la partie requérante fait grief au législateur décréteil d'avoir abandonné, au profit des autres entités de l'Etat fédéral, la compétence de fixer une incompatibilité applicable aux mandataires locaux wallons, en ce qu'il se réfère à la définition du mandat donnée par les autres autorités.

Dans une seconde branche, le requérant soutient que le législateur décréteil n'a pas respecté le principe de proportionnalité en portant atteinte aux compétences de l'Etat fédéral, en ce que la disposition attaquée le contraindrait à renoncer à la fonction qu'il exerce actuellement, rendant ainsi exagérément difficile la mise en œuvre, par l'Etat fédéral, de la compétence qui lui est attribuée par l'article 6bis de la loi spéciale précitée.

B.17.1. Selon l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale de réformes institutionnelles, les régions sont compétentes pour les pouvoirs subordonnés et règlent, en particulier, la composition, l'organisation et la compétence des institutions provinciales et communales ainsi que l'élection de leurs organes.

Les régions ont, en vertu de cette disposition, la plénitude de compétence pour régler les pouvoirs subordonnés dans la plus large acception du terme, sauf les exceptions qui y sont explicitement mentionnées.

B.17.2. La disposition attaquée est comprise dans la réglementation globale édictée par la Région wallonne pour l'organisation des communes telle qu'elle figure dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Elle fait partie du chapitre V du livre Ier, titre II, de ce Code, intitulé « Incompatibilités et conflits d'intérêts », qui a pour objet de définir et de régler les incompatibilités relatives aux membres des conseils et des collèges communaux.

Il appartient au législateur décréteil de déterminer les garanties qu'il estime nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des institutions communales qui relèvent de sa compétence. Il lui est permis d'instaurer des incompatibilités qui empêchent un mandataire communal d'assumer une fonction au sein du collège communal s'il exerce simultanément un autre mandat ou une autre fonction.

En instaurant une telle interdiction de cumul, le législateur décréteil règle la situation juridique des membres des collèges communaux et demeure donc dans la sphère de compétence que lui attribue l'article 6, § 1^{er}, VIII, de la loi spéciale précitée. Il ne règle pas le fonctionnement des institutions fédérales, communautaires ou régionales qui ne relèvent pas de sa compétence et ne porte pas atteinte à l'article 162 de la Constitution.

B.17.3. Pour les mêmes raisons que celles déjà développées en B.14, il ne peut être admis que le législateur décréteil aurait abandonné au profit des autres entités de l'Etat fédéral sa compétence de fixer une telle incompatibilité.

B.17.4. Contrairement à ce que soutient la partie requérante, le législateur décréteil ne rend pas exagérément difficile l'exercice des compétences fédérales, et en l'occurrence celles que l'Etat fédéral détient relativement à la politique scientifique. La disposition attaquée n'empêche nullement le requérant de continuer à exercer sa fonction de président du comité de direction du SPP Politique scientifique. Elle le contraint seulement, dans ce cas, à renoncer à exercer une fonction au sein du collège d'une commune wallonne.

Le troisième moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

rejette le recours.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, à l'audience publique du 1^{er} mars 2012.

Le greffier,
P.-Y. Dutilleux.

Le président,
R. Henneuse.

GRONDWETTELIJK HOF

N. 2012 — 1673

[2012/201504]

Uittreksel uit arrest nr. 27/2012 van 1 maart 2012

Rolnummer 5139

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 3 van het decreet van het Waalse Gewest van 6 oktober 2010 houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie om het bestuur op plaatselijk niveau te versterken, ingesteld door Philippe Mettens.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters R. Henneuse en M. Bossuyt, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul en F. Daoût, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter R. Henneuse,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 26 april 2011 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 27 april 2011, heeft Philippe Mettens, wonende te 7880 Vloesberg, Motte 33, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 3 van het decreet van het Waalse Gewest van 6 oktober 2010 houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie om het bestuur op plaatselijk niveau te versterken (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 26 oktober 2010, tweede editie).

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepaling

B.1.1. Het beroep is gericht tegen artikel L1125-2 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, zoals aangevuld door artikel 3 van het decreet van 6 oktober 2010, dat bepaalt dat de volgende personen geen lid kunnen zijn van het gemeentecollege :

« [...]

4° de ambtenaren-generaal onderworpen aan de mandaatregeling binnen de diensten van de federale Regering, de Regering van een Gewest of een Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen;

5° de titularissen van een ambt binnen een instelling van openbaar nut en dat erin bestaat de algemene leiding erover te waarborgen ».

B.1.2. Luidens artikel L1123-3 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie bestaat het gemeentecollege uit de burgemeester, de schepenen en de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn indien de wetgeving die op hem van toepassing is, in zijn aanwezigheid binnen het gemeentecollege voorziet.

Luidens artikel L1123-4 wordt het gemeenteraadslid dat de meeste voorkeurstemmen heeft behaald op de lijst met de meeste stemmen onder de politieke fracties die betrokken zijn bij het meerderheidspact, van rechtswege tot burgemeester gekozen.

B.2. Het doel van het decreet van het Waalse Gewest van 6 oktober 2010 « houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie om het bestuur op plaatselijk niveau te versterken », wordt in de parlementaire voorbereiding ervan als volgt omschreven :

« [...] het decreet strekt niet alleen ertoe de vertrouwensband met de burger-mandaatgever te versterken, maar ook de mandatarissen in staat te stellen, door hun met name voldoende tijd te geven, zich ten volle te wijden aan de aan hen toevertrouwde opdrachten. Naast een wezenlijke bijdrage tot de ethiek, wordt hier dus duidelijk een versterking beoogd van het doeltreffende en daadwerkelijke karakter van het optreden van de overheid » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2009-2010, nr. 216-1, p. 2).

Ten aanzien van het belang van de verzoeker

B.3.1. De verzoeker, die burgemeester van Vloesberg is, heeft zich kandidaat gesteld voor het mandaat van directeur-generaal van het operationele directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van het Waalse Gewest. Zijn kandidatuur werd niet in aanmerking genomen, maar de betrekking staat nog steeds open. Hij is ook voorzitter van het directiecomité van de Programmatorische Federale Overheidsdienst Wetenschapsbeleid (POD Wetenschapsbeleid). Hij is van mening dat, aangezien het begrip « ambtenaren-generaal » uit de federale reglementering is verdwenen, de bestreden bepaling niet van toepassing zou zijn op zijn huidige situatie.

B.3.2. Volgens de parlementaire voorbereiding van het bestreden decreet dient de gebruikte term « ambtenaren-generaal » in de gewone betekenis ervan te worden geïnterpreteerd, namelijk de ambtenaren die bij mandaat toevertrouwde verantwoordelijkheden op het hogere niveau van een administratie uitoefenen (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2009-2010, nrs. 216-3 en 217-3, p. 9, en CRIC, nr. 173, p. 28).

B.3.3. De verzoeker doet blijken van het vereiste belang in zoverre de bestreden bepaling zowel een mandaat van directeur-generaal bij het Waalse Gewest als de verdere uitoefening van zijn mandaat als voorzitter van het directiecomité van de POD Wetenschapsbeleid, een bij mandaat toegekend ambt, onverenigbaar maakt met zijn mandaat van burgemeester van een Waalse gemeente.

B.4. Het beroep is ontvankelijk.

Ten gronde

Wat het eerste middel betreft

B.5. In zijn eerste middel voert de verzoeker een schending aan van de artikelen 8, 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 25 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, doordat de bestreden bepaling een algemene onverenigbaarheid invoert tussen de uitoefening van het mandaat van burgemeester van een Waalse gemeente en de hoedanigheid van ambtenaar-generaal onderworpen aan de mandaatregeling binnen alle openbare administraties van de federale Staat, de gewesten of de gemeenschappen en binnen de instellingen van openbaar nut die van die administraties afhangen. Aldus zou op onevenredige wijze afbreuk zijn gedaan aan zijn fundamenteel recht om te worden verkozen.

B.6. Met het aannemen van de bestreden bepaling heeft de decreetgever een wezenlijke bijdrage willen leveren tot de ethiek en tegelijk het doeltreffend en het doelmatig karakter van het optreden van de overheid willen versterken :

« Immers, de mandatarissen dienen in staat te worden gesteld zich ten volle te wijden aan de opdrachten die aan hen zijn toevertrouwd, in een klimaat van hervonden vertrouwen tussen die laatsten en de burger » (*ibid.*, nrs. 216-3 en 217-3, p. 3).

B.7. In tegenstelling tot wat de verzoeker aanvoert, voegt de bestreden bepaling in het Wetboek van de plaatselijke democratie geen nieuwe grond van onverkiesbaarheid in : zij doet geenszins afbreuk aan zijn recht om zich kandidaat te stellen als gemeenteraadslid, aan zijn recht om te worden verkozen en zelfs in voorkomend geval om tot burgemeester te worden gekozen volgens het bij artikel L1123-4 van dat Wetboek vastgestelde mechanisme. De bestreden bepaling belet de kiezers van een Waalse gemeente evenmin te kiezen voor een kandidaat in de gemeenteraad.

De bestreden bepaling voert een onverenigbaarheid in tussen de uitoefening van een ambt binnen het gemeentecollege en de uitoefening van een bij mandaat toegewezen directieambt, dat niet door verkiezing is verkregen, binnen een openbare administratie van de federale Staat, een gewest of een gemeenschap of binnen een overheidsinstelling die daarvan afhangt. Zij beperkt uitsluitend het recht om die twee ambten gelijktijdig uit te oefenen, waarbij de betrokkene het recht wordt gelaten om te kiezen welk ambt hij zal uitoefenen.

B.8. Het eerste middel, dat berust op een verkeerde lezing van de bestreden bepaling, is niet gegrond.

Wat het tweede middel betreft

B.9. Een tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 8, 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 25 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

Het Hof wordt, in een eerste onderdeel, verzocht het verschil in behandeling te onderzoeken dat voortvloeit uit het algemene karakter van de bekritiseerde onverenigbaarheid, in zoverre die zonder onderscheid van toepassing is op alle Waalse gemeenten zonder rekening te houden met de grootte ervan.

Het Hof wordt, in een tweede onderdeel, verzocht het verschil in behandeling te onderzoeken dat voortvloeit uit de bestreden bepaling in zoverre zij uitsluitend de ambten beoogt die bij de overheid worden uitgeoefend, met uitsluiting van de privésector.

In een derde onderdeel voert de verzoekende partij aan dat het criterium van onderscheid, namelijk de wijze waarop de betrekkingen worden toegewezen (bij mandaat), geen relevant criterium is in het licht van het nagestreefde doel.

Ten slotte voert de verzoekende partij, in een vierde onderdeel, aan dat het begrip « aan de mandaatregeling onderworpen betrekking » niet eenvormig is in alle betrokken openbare administraties (dat geldt met name voor de mandatenregeling in het Waalse Gewest en in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest), zodat identieke situaties door de bestreden bepaling verschillend zouden kunnen worden behandeld.

B.10. Met het aannemen van de bestreden bepaling heeft de decreetgever een « nieuwe stap willen zetten in de integratie van de beginselen van behoorlijk bestuur die noodzakelijk zijn zoals zoveel hedendaagse strenge vereisten » (*ibid.*, nr. 216-1, p. 2, en nrs. 216-3 en 217-3, p. 3), stap die, zoals in B.6 in herinnering is gebracht, een versterking van de ethiek impliceert, alsook een versterking van het doeltreffend en doelmatig karakter van het overheidsoptreden.

B.11.1. Wanneer een decreetgever onverenigbaarheden invoert die de gelijktijdige uitoefening van verschillende openbare ambten beletten met het hiervoor in herinnering gebrachte dubbele doel, volstaat de loutere vaststelling dat identieke onverenigbaarheden de uitoefening door andere personen van dezelfde of soortgelijke ambten, in voorkomend geval, in andere instellingen, niet op dezelfde wijze beperken, niet om de vernietiging van de maatregel te verantwoorden.

Overigens, het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie verhindert niet dat de decreetgever onverenigbaarheden vaststelt door middel van een algemene maatregel die van toepassing is op elke vergelijkbare instelling, wegens het algemene karakter van de doelstellingen die hij wil nastreven.

B.11.2. Te dezen is de decreetgever van oordeel geweest dat hij de vertrouwensband tussen de burger-mandaatgever en de verkozen mandataris diende te herstellen, maar ook de mandatarissen « in staat [moest] stellen, door hun met name voldoende tijd te geven, zich ten volle te wijden aan de aan hen toevertrouwde opdrachten » (*ibid.*, nr. 216-1, p. 2).

B.12. De decreetgever vermocht redelijkerwijze ervan uit te gaan dat elke gemeente, ongeacht het inwonersaantal of de oppervlakte ervan, wordt bestuurd door een gemeentecollege waarvan de leden onafhankelijk en beschikbaar zijn om de opdrachten uit te voeren die de kiezers hun hebben toevertrouwd. De decreetgever kan oordelen dat de vereisten van ethiek, doeltreffendheid en doelmatigheid in het optreden van de overheid op dezelfde manier moeten worden toegepast op alle gemeenten die onder zijn bevoegdheid vallen.

Het eerste onderdeel van het tweede middel is niet gegrond.

B.13. De decreetgever vermocht redelijkerwijs de invoering van onverenigbaarheden te beperken tot ambten die in de overheidssector worden uitgeoefend, omdat hij enkel « elke dubbelzinnigheid in verschillende wezenlijke domeinen van het optreden van de overheid » wenste weg te werken (*ibid.*). Het staat aan de decreetgever te oordelen of een persoon met een overheidsmandaat moet worden belet om terzelfder tijd bepaalde betrekkingen in de privésector uit te oefenen. De loutere vaststelling dat een dergelijke onverenigbaarheid thans niet bestaat, volstaat niet om het discriminerende karakter van de bestreden maatregel vast te stellen.

Het tweede onderdeel van het tweede middel is niet gegrond.

B.14. Het door de decreetgever gekozen criterium van het mandaat is relevant en adequaat om een onderscheid te maken tussen de overheidsambten die hij onverenigbaar acht met de uitoefening van een plaatselijk overheidsmandaat.

Zonder dat het nodig is na te gaan of er nuances bestaan tussen de mandaatregelingen die door de federale overheid, de gemeenschappen of de gewesten zijn ingericht, dient te worden vastgesteld dat de tijd die nodig is voor de uitoefening van dergelijke mandaten een realiteit is waarmee de decreetgever redelijkerwijs vermocht rekening te houden om de bekritiseerde onverenigbaarheden vast te stellen.

Het derde en het vierde onderdeel van het tweede middel zijn niet gegrond.

B.15. Het tweede middel is bijgevolg niet gegrond.

Wat het derde middel betreft

B.16. Het derde middel is afgeleid uit de schending van de bevoegdheidsverdelende regels, de artikelen 33, 107 en 162 van de Grondwet en de artikelen 6, § 1, VIII, eerste lid, 1^o en 4^o, en 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

In een eerste onderdeel klaagt de verzoeker aan dat de decreetgever, in het voordeel van de andere entiteiten van de federale Staat, afstand heeft gedaan van de bevoegdheid om een onverenigbaarheid vast te stellen die van toepassing is op de Waalse plaatselijke mandatarissen, in zoverre hij refereert aan de door de andere overheden gegeven definitie van het mandaat.

In een tweede onderdeel voert de verzoeker aan dat de decreetgever het evenredigheidsbeginsel niet heeft nageleefd door afbreuk te doen aan de bevoegdheden van de federale Staat, in zoverre de bestreden bepaling hem ertoe zou dwingen af te zien van het ambt dat hij thans uitoefent, waardoor de uitvoering, door de federale Staat, van de bevoegdheid die hem is toegewezen bij artikel 6bis van de voormelde bijzondere wet, overdreven moeilijk wordt gemaakt.

B.17.1. Luidens artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen zijn de gewesten bevoegd voor de ondergeschikte besturen en regelen zij in het bijzonder de samenstelling, de inrichting en de bevoegdheid van de provinciale en gemeentelijke instellingen, alsook de verkiezing van de organen ervan.

De gewesten hebben, krachtens die bepaling, de volle bevoegdheid om de ondergeschikte besturen te regelen in de ruimste betekenis van het woord, behoudens de daarin uitdrukkelijk vermelde uitzonderingen.

B.17.2. De bestreden bepaling maakt deel uit van de algemene regeling die het Waalse Gewest heeft uitgevaardigd voor de organisatie van de gemeenten zoals die is opgenomen in het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie. Zij maakt deel uit van hoofdstuk V van boek I, titel II, van dat Wetboek, getiteld « Onverenigbaarheden en belangenconflicten », dat tot doel heeft de onverenigbaarheden betreffende de leden van de gemeenteraden en -colleges te definiëren en te regelen.

Het staat aan de decreetgever de waarborgen te bepalen die hij noodzakelijk acht om de goede werking te verzekeren van de gemeentelijke instellingen die onder zijn bevoegdheid vallen. Hij mag onverenigbaarheden invoeren die een gemeentelijke mandataris beletten een ambt binnen het gemeentecollege uit te oefenen wanneer die terzelfder tijd een ander mandaat of een ander ambt uitoefent.

Door een dergelijk cumulatieverbod in te voeren, regelt de decreetgever de rechtstoestand van de leden van de gemeentecolleges en blijft hij dus binnen de bevoegdheidsfeer die hem is toegewezen bij artikel 6, § 1, VIII, van de voormelde bijzondere wet. Hij regelt niet de werking van de instellingen van de federale Staat, de gemeenschappen of de gewesten die niet onder zijn bevoegdheid vallen en doet geen afbreuk aan artikel 162 van de Grondwet.

B.17.3. Om dezelfde redenen als die welke reeds in B.14 zijn uiteengezet, kan niet worden aangenomen dat de decreetgever ten voordele van de andere entiteiten van de federale Staat afstand zou hebben gedaan van zijn bevoegdheid om een dergelijke onverenigbaarheid vast te stellen.

B.17.4. In tegenstelling tot wat de verzoeker aanvoert, maakt de decreetgever de uitoefening van de federale bevoegdheden en in voorkomend geval die waarover de federale Staat inzake wetenschapsbeleid beschikt, niet overdreven moeilijk. De bestreden bepaling belet de verzoeker geenszins zijn ambt van voorzitter van het directiecomité van de POD Wetenschapsbeleid verder uit te oefenen. Zij dwingt hem in dat geval alleen ertoe af te zien van de uitoefening van een ambt binnen het college van een Waalse gemeente.

B.18. Het derde middel is niet gegrond.

Om die redenen,
het Hof
verwerpt het beroep.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op de openbare terechtzitting van 1 maart 2012.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,
R. Henneuse.

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2012 — 1673

[2012/201504]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 27/2012 vom 1. März 2012

Geschäftsverzeichnisnummer 5139

In Sachen: Klage auf Nichtigklärung von Artikel 3 des Dekrets der Wallonischen Region vom 6. Oktober 2010 «zur Abänderung bestimmter Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung zur Stärkung der Verwaltungsführung auf lokaler Ebene», erhoben von Philippe Mettens.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten R. Henneuse und M. Bossuyt, und den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul und F. Daout, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten R. Henneuse,

verkündet nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 26. April 2011 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 27. April 2011 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob Philippe Mettens, wohnhaft in 7880 Flobecq, Motte 33, Klage auf Nichtigklärung von Artikel 3 des Dekrets der Wallonischen Region vom 6. Oktober 2010 «zur Abänderung bestimmter Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung zur Stärkung der Verwaltungsführung auf lokaler Ebene» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 26. Oktober 2011, zweite Ausgabe).

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf die angefochtene Bestimmung

B.1.1. Die Klage richtet sich gegen Artikel L1125-2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, ergänzt durch Artikel 3 des Dekrets vom 6. Oktober 2010, der bestimmt, dass folgende Personen nicht Mitglied des Gemeindegremiums sein können:

«[...]»

4° die Generalbeamten, die der Mandatsregelung innerhalb der Dienststellen der föderalen Regierung, der Regierung einer Region oder einer Gemeinschaft und der von ihnen abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses unterliegen;

5° die Inhaber eines Amtes innerhalb einer Einrichtung öffentlichen Interesses, die darin besteht, die Generaldirektion dieser Einrichtung zu gewährleisten».

B.1.2. Laut Artikel L1123-3 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung setzt sich das Gemeindegremium aus dem Bürgermeister, den Schöffen und dem Präsidenten des Sozialhilferates zusammen, wenn die auf ihn anwendbaren Rechtsvorschriften seine Anwesenheit innerhalb des Gemeindegremiums vorsehen.

Laut Artikel L1123-4 wird das Gemeinderatsmitglied, das die meisten Vorzugsstimmen in der Liste mit den meisten Stimmen unter den am Mehrheitsabkommen beteiligten politischen Fraktionen erhalten hat, von Rechts wegen zum Bürgermeister gewählt.

B.2. Das Ziel des Dekrets der Wallonischen Region vom 6. Oktober 2010 «zur Abänderung bestimmter Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung zur Stärkung der Verwaltungsführung auf lokaler Ebene» wurde in den Vorarbeiten dazu wie folgt beschrieben:

«[...] das Dekret soll nicht nur das Vertrauensverhältnis zum Bürger als Mandatgeber stärken, sondern auch den Mandatsträgern - insbesondere zeitlich - die Möglichkeit bieten, sich vollständig den ihnen anvertrauten Aufgaben zu widmen. Neben einem wesentlichen Beitrag zur Ethik wird hier deutlich eine Stärkung der Effizienz und Wirksamkeit des Auftretens der Behörden angestrebt» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2009-2010, Nr. 216-1, S. 2).

In Bezug auf das Interesse der klagenden Partei

B.3.1. Der Kläger, der Bürgermeister von Flobecq ist, hat sich um das Mandat als Generaldirektor der Operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung der Wallonischen Region beworben. Seine Bewerbung wurde nicht berücksichtigt, doch die Stelle ist immer noch unbesetzt. Er ist auch Vorsitzender des Direktionsausschusses des Föderalen Öffentlichen Programmierungsdienstes Wissenschaftspolitik (FÖP Wissenschaftspolitik). Er ist der Auffassung, die angefochtene Bestimmung sei nicht auf seine jetzige Situation anwendbar, da der Begriff «Generalbeamte» aus der föderalen Regelung verschwunden sei.

B.3.2. Gemäß den Vorarbeiten zu dem angefochtenen Dekret ist der verwendete Begriff «Generalbeamte» in seiner üblichen Bedeutung auszulegen, nämlich die Beamten, die durch ein Mandat anvertraute Verantwortungen auf höherer Ebene einer Verwaltung ausüben (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2009-2010, Nrn. 216-3 und 217-3, S. 9, und CRIC, Nr. 173, S. 28).

B.3.3. Die klagende Partei weist das erforderliche Interesse auf, insofern infolge der angefochtenen Bestimmung sowohl ein Mandat als Generaldirektor bei der Wallonischen Region als auch die weitere Ausübung seines Mandats als Vorsitzender des Direktionsausschusses des FÖP Wissenschaftspolitik - eines per Mandat zugeteilten Amtes - nicht mit seinem Mandat als Bürgermeister einer wallonischen Gemeinde vereinbar ist.

B.4. Die Klage ist zulässig.

Zur Hauptsache

In Bezug auf den ersten Klagegrund

B.5. In ihrem ersten Klagegrund führt die klagende Partei einen Verstoß gegen die Artikel 8, 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 25 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte, an, indem die angefochtene Bestimmung eine allgemeine Unvereinbarkeit einführe zwischen der Ausübung des Mandats als Bürgermeister einer wallonischen Gemeinde und der Eigenschaft als Generalbeamter, der in allen öffentlichen Verwaltungen des Föderalstaates, der Regionen oder der Gemeinschaften und in den von diesen Verwaltungen abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses geltenden Mandatsregelung unterliege. Auf diese Weise werde auf unverhältnismäßige Weise sein Grundrecht auf Wählbarkeit verletzt.

B.6. Durch die Annahme der angefochtenen Bestimmung wollte der Dekretgeber einen wesentlichen Beitrag zur Ethik leisten und gleichzeitig die Effizienz und Wirksamkeit des Auftretens der Behörden stärken:

«Den Mandatsträgern ist nämlich wieder die Fähigkeit zu bieten, sich uneingeschränkt den ihnen anvertrauten Aufgaben zu widmen, und dies in einem Klima des wiedergefundenen Vertrauens zwischen ihnen und den Bürgern» (ebenda, Nrn. 216-3 und 217-3, S. 3).

B.7. Im Gegensatz zu dem, was die klagende Partei anführt, wird durch die angefochtene Bestimmung kein neuer Grund der Nichtwählbarkeit in den Kodex der lokalen Demokratie eingeführt; sie beeinträchtigt in keiner Weise sein Recht, als Gemeinderatsmitglied zu kandidieren, sein Recht, gewählt zu werden und gegebenenfalls sogar nach dem durch Artikel L1123-4 dieses Kodex festgelegten Mechanismus zum Bürgermeister gewählt zu werden. Die angefochtene Bestimmung hindert ebenfalls nicht die Wähler einer wallonischen Gemeinde daran, sich für einen Kandidaten zum Gemeinderat zu entscheiden.

Die angefochtene Bestimmung führt eine Unvereinbarkeit zwischen der Ausübung eines Amtes innerhalb des Gemeindegremiums und der Ausübung eines durch Mandat und nicht durch Wahl zugeteilten Direktionsamtes innerhalb einer föderalen, regionalen oder gemeinschaftlichen öffentlichen Verwaltung oder einer von ihr abhängenden öffentlichen Einrichtung ein. Sie schränkt lediglich das Recht ein, diese beiden Ämter gleichzeitig auszuüben, wobei der betreffenden Person das Recht überlassen bleibt, dasjenige zu wählen, das sie ausüben möchte.

B.8. Der erste Klagegrund, der auf einer falschen Auslegung der angefochtenen Bestimmung beruht, ist unbegründet.

In Bezug auf den zweiten Klagegrund

B.9. Ein zweiter Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 8, 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 25 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte.

Der Gerichtshof wird in einem ersten Teil gebeten, den Behandlungsunterschied zu prüfen, der sich aus der allgemeinen Beschaffenheit der bemängelten Unvereinbarkeit ergebe, insofern er ohne Unterschied auf alle wallonischen Gemeinden ungeachtet ihrer Größe Anwendung finde.

Der Gerichtshof wird in einem zweiten Teil gebeten, den Behandlungsunterschied zu prüfen, der sich aus der angefochtenen Bestimmung ergebe, insofern er sich nur auf die im öffentlichen Sektor ausgeübten Ämter unter Ausschluss des Privatsektors beziehe.

In einem dritten Teil führt die klagende Partei an, das Unterscheidungskriterium, und zwar die Weise der Vergabe der Stellen (nämlich durch Mandat), sei hinsichtlich der Zielsetzung kein sachdienliches Kriterium.

Schließlich führt die klagende Partei in einem vierten Teil an, der Begriff «der Mandatsregelung unterliegende Stelle» sei nicht einheitlich in allen betroffenen öffentlichen Verwaltungen (dies gelte insbesondere für die Mandatsregelung in der Wallonischen Region und in der Region Brüssel-Hauptstadt), so dass identische Situationen durch die angefochtene Bestimmung auf unterschiedliche Weise behandelt werden könnten.

B.10. Durch die Annahme der angefochtenen Bestimmung wollte der Dekretgeber einen «zusätzlichen Schritt in der Einführung der Grundsätze der guten Verwaltungsführung, die als bedeutende Anforderungen unserer Zeit notwendig sind», vornehmen (ebenda, Nr. 216-1, S. 2, und Nrn. 216-3 und 217-3, S. 3), was, wie in B.6 in Erinnerung gerufen wurde, eine Stärkung der Ethik und eine Stärkung der Effizienz und Wirksamkeit des Auftretens der Behörden voraussetzt.

B.11.1. Wenn ein Dekretgeber Unvereinbarkeiten, die eine gleichzeitige Ausübung mehrerer öffentlicher Ämter verhindern, mit der vorstehend in Erinnerung gerufenen doppelten Zielsetzung einführt, reicht die Feststellung, dass identische Unvereinbarkeiten nicht auf gleiche Weise die Ausübung der gleichen Ämter oder ähnlicher Ämter durch andere Personen, gegebenenfalls in anderen Institutionen, verhindert, nicht aus, um die Nichtigkeitserklärung der Maßnahme zu rechtfertigen.

Im Übrigen verhindert der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung nicht, dass der Dekretgeber Unvereinbarkeiten einführt durch eine allgemeine Maßnahme, die für jede vergleichbare Institution gilt, und dies wegen der allgemeinen Ziele, die er verfolgt.

B.11.2. In diesem Fall war der Dekretgeber der Auffassung, das Vertrauensverhältnis zwischen dem Bürger als Mandatgeber und dem gewählten Mandatsträger wiederherstellen zu müssen, aber auch, den Mandatsträgern «- insbesondere zeitlich - die Möglichkeit [zu] bieten, sich vollständig den ihnen anvertrauten Aufgaben zu widmen» (ebenda, Nr. 216-1, p. 2).

B.12. Der Dekretgeber kann vernünftigerweise den Standpunkt vertreten, dass jede Gemeinde, ungeachtet der Einwohnerzahl oder der Größe ihres Gebiets, durch ein Gemeindegremium zu führen ist, dessen Mitglieder unabhängig und für die Ausübung der ihnen durch die Wähler anvertrauten Aufträge verfügbar sind. Der Dekretgeber kann davon ausgehen, dass die Anforderungen der Ethik, der Effizienz und Wirksamkeit im Auftreten der Behörden auf die gleiche Weise auf sämtliche Gemeinden, für die er zuständig ist, anzuwenden sind.

Der erste Teil des zweiten Klagegrunds ist unbegründet.

B.13. Der Dekretgeber konnte vernünftigerweise die Einführung von Unvereinbarkeiten auf Ämter begrenzen, die im öffentlichen Sektor ausgeübt werden, insofern er lediglich «jegliche Zweideutigkeit in verschiedenen wesentlichen Bereichen des Auftretens der Behörden» beseitigen wollte (ebenda). Es obliegt dem Dekretgeber zu beurteilen, ob eine Person, die ein öffentliches Mandat bekleidet, daran zu hindern ist, gleichzeitig gewisse Ämter im Privatsektor auszuüben. Die bloße Feststellung, dass eine solche Unvereinbarkeit bisher nicht besteht, reicht nicht aus, um die diskriminierende Beschaffenheit der angefochtenen Maßnahme festzustellen.

Der zweite Teil des zweiten Klagegrunds ist unbegründet.

B.14. Das durch den Dekretgeber angewandte Kriterium des Mandats ist relevant und geeignet, um zwischen den öffentlichen Ämtern zu unterscheiden, die seines Erachtens nicht mit der Ausübung eines lokalen öffentlichen Amtes vereinbar sind.

Ohne dass geprüft werden muss, ob zwischen den durch die föderalen, gemeinschaftlichen und regionalen Behörden organisierten Mandatsregelungen Nuancen bestehen, ist festzustellen, dass die zur Ausübung solcher Mandate erforderliche Zeit eine Realität ist, die der Dekretgeber bei der Festlegung der bemängelten Unvereinbarkeiten vernünftigerweise berücksichtigen konnte.

Der dritte und der vierte Teil des zweiten Klagegrunds sind unbegründet.

B.15. Der zweite Klagegrund ist folglich unbegründet.

In Bezug auf den dritten Klagegrund

B.16. Der dritte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung, die Artikel 33, 107 und 162 der Verfassung und die Artikel 6 § 1 VIII Absatz 1 Nrn. 1 und 4 und 87 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.

In einem ersten Teil bemängelt die klagende Partei, dass der Dekretgeber zugunsten der anderen Gebietseinheiten des Föderalstaates auf die Befugnis verzichtet habe, eine für die wallonischen lokalen Mandatsträger geltende Unvereinbarkeit festzulegen, insofern er auf die Definition des Mandats durch die anderen Behörden Bezug nehme.

In einem zweiten Teil führt die klagende Partei an, dass der Dekretgeber nicht den Verhältnismäßigkeitsgrundsatz eingehalten habe, indem er die Zuständigkeiten des Föderalstaates verletzt habe, insofern die angefochtene Bestimmung sie zwingt, auf das derzeit ausgeübte Mandat zu verzichten, was somit die Ausübung der Zuständigkeit des Föderalstaates, die diesem durch Artikel 6bis des vorerwähnten Sondergesetzes erteilt worden sei, übermäßig erschwere.

B.17.1. Gemäß Artikel 6 § 1 VIII Absatz 1 des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen sind die Regionen für die untergeordneten Behörden zuständig und regeln sie insbesondere die Zusammensetzung, Organisation und Befugnis der provinziellen und kommunalen Einrichtungen sowie die Wahl ihrer Organe.

Die Regionen sind aufgrund dieser Bestimmung uneingeschränkt befugt, die untergeordneten Behörden im weitesten Sinne zu regeln, vorbehaltlich der darin ausdrücklich angeführten Ausnahmen.

B.17.2. Die angefochtene Bestimmung ist Bestandteil der allgemeinen Regelung, die durch die Wallonische Region zur Organisation der Gemeinden festgelegt wurde und im Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung enthalten ist. Sie gehört zu Kapitel V von Buch I Titel II dieses Kodex mit dem Titel «Unvereinbarkeiten und Interessenkonflikte», mit dem Ziel, die Unvereinbarkeiten für die Mitglieder der Gemeinderäte und -kollegien zu definieren und zu regeln.

Es obliegt dem Dekretgeber, die Garantien festzulegen, die er als notwendig erachtet, um das ordnungsgemäße Funktionieren der zu seinem Zuständigkeitsbereich gehörenden kommunalen Einrichtungen zu gewährleisten. Er darf Unvereinbarkeiten einführen, die einen kommunalen Mandatsträger daran hindern, im Gemeindegremium ein Amt zu bekleiden, wenn er gleichzeitig ein anderes Mandat oder ein anderes Amt ausübt.

Durch die Einführung eines solchen Kumulierungsverbots regelt der Dekretgeber die Rechtslage der Mitglieder der Gemeindegemeinschaften und bewegt sich somit innerhalb des ihm durch Artikel 6 § 1 VIII des vorerwähnten Sondergesetzes zugewiesenen Zuständigkeitsbereichs. Er regelt nicht die Arbeitsweise der Institutionen des Föderalstaates, der Gemeinschaften oder der Regionen, für die er nicht zuständig ist, und er verletzt nicht Artikel 162 der Verfassung.

B.17.3. Aus den gleichen Gründen, wie sie bereits in B.14 dargelegt wurden, kann nicht davon ausgegangen werden, dass der Dekretgeber zugunsten der anderen Gebietseinheiten des Föderalstaates auf seine Befugnis zur Festlegung einer solchen Unvereinbarkeit verzichtet hätte.

B.17.4. Im Gegensatz zu dem, was die klagende Partei anführt, erschwert der Dekretgeber nicht auf übermäßige Weise die Ausübung der föderalen Befugnisse, im vorliegenden Fall derjenigen, die der Föderalstaat in Bezug auf die Wissenschaftspolitik besitzt. Die angefochtene Bestimmung hindert den Kläger keineswegs daran, weiter sein Amt als Vorsitzender des Direktionsausschusses des FÖP Wissenschaftspolitik auszuüben. Sie verpflichtet ihn lediglich in diesem Fall, auf die Ausübung eines Amtes innerhalb des Kollegiums einer wallonischen Gemeinde zu verzichten.

B.18. Der dritte Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

weist die Klage zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 1. März 2012.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux.

Der Präsident,
R. Henneuse.